

VOYAGE DANS LES ANTRES

Chinatown

Située à 56 kilomètres de Constantine, la daïra de Aïn Fakroun est l'une des agglomérations les plus peuplées de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi avec 47 315 habitants (1998). Une localité à vocation agricole devenue pourtant, depuis quelques années, le plus grand «centre commercial d'habillement» en Algérie, voire la destination la plus prisée par les commerçants, détaillants et grossistes, des différentes régions du pays et notamment d'Alger, Tizi-Ouzou et Boumerdès en quête de produits «camelote», en provenance des pays sud-asiatiques et essentiellement de la Chine, injectés à flots, dans le marché algérien, par les importateurs de Aïn Fakroun.

Mais cette nouvelle donne n'a pas pour autant changé les us et coutumes de ses habitants. Le «shopping» n'étant toujours pas l'apanage des femmes de Aïn Fakroun alors que les néo-importateurs n'ont pas, pour leur majorité, renoncé à leur activité originale à savoir l'élevage du bétail. L'acte de l'élevage côtoie en effet, l'incessant transit des containers en provenance de Chine à même les habitations implantées dans le centre urbain, construites à coup de milliards à la couleur ciment au fameux quartier «E-Setha» notamment.

Et si les dividendes de cette activité commerciale sont fort sentis par la population de Aïn Fakroun, compte-tenu des emplois générés par ce créneau, le taux de chômage est des moins bas à Oum El Bouaghi, aucune incidence sur le développement local de la cité n'est pour autant perceptible.

A la moindre averse, tous les passages et routes de ce grand «souk» se transforment en marécages, fatalement impraticables. De plus, aucun hôtel ou autre structure d'accueil indispensable aux transactions qui s'y font n'existent à Aïn Fakroun.

Par une matinée pourtant hivernale, l'étranger est frappé par une atmosphère poussiéreuse qui ne laisse pas indifférent. L'entrée nord de Aïn Fakroun sur la route menant vers Constantine est en chantier. L'aménagement de la route en double voie et la réhabilitation des trottoirs ainsi que l'éclairage public est à pied d'œuvre. Il est 9h00, en allant vers le quartier «E-Setha» via l'avenue principale de cette cité, la rue du 1er-Novembre 1954 en l'occurrence, nous découvrons un village plutôt paisible. Les cafés sont à moitié vides. Le visiteur peut s'offrir un plat de pois chiches et des brochettes même à cette heure-ci. Les senteurs qui se dégagent si tôt des gargotes alignées tout au long de la rue invitent le passager à la table, même si l'hygiène est relative.

A la découverte
d'E-Setha

«Vous êtes à E-Setha, parcourez les passages que vous voulez, le quartier s'étend à perte de vue sur la route menant vers Aïn Kercha et Aïn M'lila, vous ne pouvez pas imaginer sa grandeur!» répondit avec enthousiasme, un jeune homme apparemment désœuvré, à qui nous demandions de nous indiquer notre chemin. Sa disponibilité est aussi instinctive que sa curiosité puisqu'il n'omettra pas de nous demander à son tour d'où nous venons et pour quel motif? A E-Setha, l'on se rend compte tout de go que la poussière est plutôt l'effet de l'état de délabrement des routes qu'aux chantiers d'aménagement.

Au bout de quelques minutes de marche, nos pas errants enjambent une ruelle où tous les magasins proposent des habillements pour femmes et d'autres articles de literie. «Ici, c'est Souk Laârrais (marché des mariées), vous ne trouverez pas des trucs pour hommes» lance à notre adresse un jeune qui aurait flairé notre égaré. Le contact avec le gérant de la première échoppe visitée, affichant en gros caractères «vente en gros», était moins difficile que de l'emmené à délayer la langue malgré la disponibilité qu'il a affichée pour répondre à nos interrogations. «Personne ne peut dénoncer ces pratiques que vous qualifiez d'irrégulières!» a-t-il assuré. Il nous apprendra que l'affluence était plus nombreuse à «Souk Laârrais» trois mois auparavant et notamment durant le Ramadan et que les gens devraient jouer des coudes pour sortir d'ici parce que les prix sont moins chers qu'ailleurs.

A l'avenue principale d'E-Setha, la multitude de boutiques d'habillement qui longent de part et d'autre la route sont loin de ressembler à des magasins «respectés» aux étalages bien garnis et moins encore à des hangars de stockage de marchandises. Ce sont plutôt des «garages» bourrés de cartons dont certains portent sur leur étiquette



quotation une immatriculation d'une autre ville.

D'autres commerces, et ils sont nombreux également, exposent des vêtements et des chaussures de tous genres en dehors de leurs «garages». Si les prix sont abordables, la qualité elle, laisse, hélas, à désirer «Ici à Aïn Fakroun, on commercialise des produits camelote pour des prix dérisoires, et ce, au grand bonheur des petites bourses», soutient un gérant, architecte de formation, qui a précisé, par ailleurs, que la majorité des commerces emploient des «universitaires». Une solidarité inégalée avec cette couche de la société d'après ce même gérant qui affirme que l'activité commerciale a réduit le taux chômage à Aïn Fakroun en général et chez les plus lettrés en particulier.

«Ceux qui maîtrisent l'anglais assurent même la mission d'interprètes dans les marchés asiatiques», a-t-il indiqué. Il n'en demeure pas moins que pour autant que ces centaines d'emplois créés, relève du domaine du travail au noir puisque rares sont les employeurs qui déclarent leur personnel. «Le sujet est tabou» commente notre interlocuteur.

Selon lui, les grossistes et les détaillants de la région du Centre, précisément ceux d'Alger, Tizi Ouzou et Boumerdès constituent la plus importante clientèle des importateurs de Aïn Fakroun qui ne trouvent aucune peine à écouler leurs marchandises auprès de ces derniers.

Et pour cause, «les importateurs de la région centre du pays ne s'intéressent pas aux habillements chinois, prisés par les petites bourses au moment où ce territoire connaît une forte concentration urbaine et de population d'où ce

flux des commerçants du Centre. Une sorte de spécialisation comme c'est le cas de la pièce de rechange et du pneumatique à Aïn M'lila, Aïn Fakroun est, désormais, réputée par ce commerce d'habillements du réclame importés essentiellement de Chine mais aussi d'autres pays comme l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, Taiwan, Dubaï et à un moindre degré, l'Egypte, la Syrie et la Turquie, voilà!» explique-t-il.

D'E-Setha à H'djila

Il est 11h00. Nous prenons la destination d'un importateur implanté à la sortie d'E-Setha en allant vers Aïn M'lila. Le moment n'était pas de tout repos pour les «dockers» qui se hâtaient à charger des cartons sur la benne d'un camion de type «Sonacome K66». L'on apprendra que sa destination était le marché d'habillement de Aïn Lahdjel, appelée communément «H'djila», dans la wilaya de M'sila.

Un marché à l'envergure nationale, selon certains commerçants.

L'importateur que nous cherchions n'était plus là. Nous apprenions qu'il était parti en direction d'un poste frontalier à Souk-Ahras pour régler des affaires. Son fils aîné, qui, selon un employé, travaille indépendamment, ne nous a rien communiqué. «Pas question de prendre des photos» nous fait-on savoir. Devant cette «hostilité», nous nous rabattons sur le chauffeur du camion.

Un vieillard portant un turban ou «razza», selon le vocabulaire utilisé dans la région, qui nous avertira que le convoi démarrera dans la soirée pour arriver à «H'djila» la nuit, avant l'heure de l'ouverture du marché. Le vieillard attirera notre attention sur le terrain

juste à côté qui serait un parking qui abrite les véhicules en partance vers ce souk de M'sila. Du plus gros tonnage aux fourgons de fortune, ce sont chaque semaine 300 à 400 camions et camionnettes de Aïn Fakroun qui investissent ce marché. «Nous partons en convoi ou, parfois, en solo», a-t-il souligné.

Un quinquagénaire, qui ricanait avec le vieillard, interrompit notre conversation. «On t'a bastonné et tu n'es toujours pas prêt à renoncer à ces déplacements». Rire. L'insécurité pèse-t-elle sur cette activité? «Souk H'djila est l'un des plus sécurisés en Algérie contrairement à souk El Khettab, une localité située à 40 km de Mostaganem, où les agressions sont fréquentes. Souk H'djila est paisible et c'est pour cela que les commerçants de Aïn Fakroun ne vont plus à El Khettab», rétorque le chauffeur.

Savoir lire, écrire
et... compter

Selon un autre importateur, la plupart des commerçants de Aïn Fakroun acquièrent la marchandise en provenance de Chine par l'intermédiaire de revendeurs pakistanais, indiens ou yéménites installés à Dubaï.

Cette marchandise est dédouanée par des transitaires au niveau du port de Skikda et une fois acheminée, des groupes de dockers, formés de 8 à 10 personnes, déchargent les containers en contrepartie de 10 000 DA. Par la suite, les grossistes et les détaillants de Aïn Fakroun et également ceux de la région du Centre, notamment Alger, prennent le relais pour commercialiser ces habillements dans les différents souks éparpillés à travers le territoire national. «Il y a beaucoup d'im-

Réalisé
par Lyas Hallas

portateurs qui investissent ce créneau dans toutes les villes d'Algérie, mais Aïn Fakroun est le centre de ce commerce d'habillements chinois. Les commerçants d'Alger et de plusieurs villes de l'Est du pays viennent ici pour s'approvisionner, a-t-il indiqué en déplorant l'état de délabrement des routes et des trottoirs qui deviennent impraticables à la moindre averse dans cette ville. Il n'y a même pas une aire de stationnement et cela entrave terriblement le dynamisme de notre travail».

Et d'ajouter que cette activité commerciale a changé un petit peu les mœurs de la région dans la mesure où les gens de Aïn Fakroun ne sont pas habitués au «shopping» des femmes qui viennent des villes avoisinantes pour faire des courses. «Cette donne a enclenché le mouvement chez les dames de Aïn Fakroun!» a-t-il observé. Notre interlocuteur soutient par ailleurs, que la majorité des importateurs emploient des universitaires pour le travail de comptabilité.

Peu importe leurs spécialités, l'essentiel est qu'ils savent lire, écrire et... compter! Dans la foulée, il révélera que certains importateurs font sortir des sommes de devises importantes sans les déclarer, allant de 5000 à 10 000 euros, en plus des 3600 euros autorisés par les autorités algériennes. L'on nous prévient d'ailleurs, qu'ici, le marché parallèle de la devise est des plus «florissants». Selon l'un de ces marchands, de la devise s'entend, «des commerçants de Aïn M'lila viennent régulièrement à E-Setha dans de grosses cylindrées avec des malles pleines de devises et offrent toutes les monnaies du monde. Pour assouvir notre curiosité, on nous recommande à Chérf, l'un de ces cambistes qui a pignon sur rue. Dans son local presque vide, il nous proposera d'embler des billets, des euros et des dollars. Nous faisons mine d'être intéressés par des dollars canadiens et lui de nous suggérer donc, de revenir le lendemain.

Cité du container
et du bétail

Au retour, certaines ruelles que nous avons empruntées ont été envahies par des troupeaux de bétail.



DE LA FILIERE CHINOISE DE L'IMPORT à Sidi Reghis

...
Ovins et bovins déambulaient au milieu d'habitations construites, sûrement à coups de milliards, à la couleur « ciment », en plein centre urbain de Aïn Fakroun. Un autochtone nous précisera que ce phénomène est une conséquence de l'exode rural massif qui a proliféré pendant la décennie noire.

Un sexagénaire, apparemment plus averti, a conclu que l'élevage du bétail est enraciné dans les traditions de la région et personne ne peut nier que cette activité est à l'origine de l'enrichissement de tous les « milliardaires » de Aïn Fakroun, reconvertis dans l'import, « c'est ancré dans le sang des gens de Aïn Fakroun », a-t-il soutenu. La discussion est brutalement interrompue lorsqu'une voiture flambant neuf, une Golf de cinquième génération, fit irruption en sortant d'un garage de fortune couvert d'une plaque de zinc !

Dans un restaurant, nous avons demandé s'il était possible de trouver un hôtel à Aïn Fakroun ? Le serveur nous précisera qu'aucune structure hôtelière n'existe dans cette ville. Notre voisin de table justifiera ce manque par l'attitude conservatrice des gens de Aïn Fakroun qui, se méfient de telles auberges, qui, à leurs yeux, sont des lieux incontournables de prostitution et du commerce des boissons alcoolisées. Pourtant « les mauvaises langues » avancent que Aïn Fakroun est la proie d'une propagation alarmante de la consommation de drogue de même que l'existence d'un nombre important de commerces illicites d'alcool communément appelés « Mistas », implantés à la périphérie de Aïn Fakroun et dans les bois.

Le développement local à la traîne

A la daïra, notre demande relative à une fiche monographique récapitulant les statistiques officielles et l'éventail des projets lancés par l'Etat dans le cadre des programmes de développement à Aïn Fakroun est demeurée sans suite. Le chef de daïra a refusé formellement de nous communiquer quoi que ce soit, « en ma qualité d'auxiliaire de l'administration, je ne peux rien avancer. Vous pouvez vous adresser au cabinet de la wilaya » a-t-il suggéré.

Le P/APC d'obédience « MSP », plus connu à Aïn Fakroun sous le nom de « Cheikh Bouzid », a été

plus coopératif. Il pêche néanmoins par une ignorance criante des chiffres. Il n'hésitera pas, toutefois de louer le lancement, il y a quelques jours, du plus important projet lancé à Aïn Fakroun durant son mandat, le barrage « d'Ourkis » en l'occurrence. Une localité située à 9 km au sud de Aïn Fakroun sur la route menant vers « Bougherara E-Saoudi ». Le projet, piloté par l'Agence nationale des barrages, coûtera selon notre interlocuteur la bagatelle de 6 milliards de DA. Si le maire n'a pas été à cheval concernant la capacité de cet ouvrage « stratégique », il a précisé que ce barrage alimentera plusieurs villes environnantes. Le nombre de postes d'emploi générés par les travaux de réalisation de ce projet, d'une durée de 24 mois, est de l'ordre de 300. « La gestion de l'ouvrage, une fois achevé, sera assurée pas plus de 150 employés permanents. Son impact sur les activités agricoles est aussi important car, si les cultivateurs souffrent de la pluviométrie fluctuante et le manque de sources d'eau destinées à l'irrigation, le barrage leur permettra d'établir des maraîchages, développer une culture de légumes et de fruits et également d'améliorer le rendement des céréales qui est le seul créneau investi par ces agriculteurs en plus de l'élevage du bétail. D'autant que cette retenue géante d'eau confortera l'alimentation en eau potable jusqu'ici bihebdomadaire et changera certainement l'atmosphère de la région, du climat sec à un climat semi-humide » s'enorgueillit le P/APC. A propos de l'état de délabrement des routes de Aïn Fakroun à l'origine de l'atmosphère poussiéreuse et l'air irrespirable et qui transforme la ville en un véritable bourbier à la moindre averse, cheikh Bouzid affirme que cette situation n'affecte pas l'activité économique et commerciale dans sa commune.

« Je crois que la boue n'empêche ni l'activité des commerçants ni les visiteurs à faire des courses. Ce sont plutôt les voleurs qui entravent la bonne marche de l'activité commerciale. Mais, ajoute-t-il, grâce aux efforts consentis par la police et la justice, tous les malfaiteurs de Aïn Fakroun ont été internés en prison et depuis 2 mois, le problème de l'insécurité ne se pose plus ». Selon lui, la commune a inscrit 3 opérations de réhabilitation des



routes, lancées depuis un mois à travers trois sites : Aïn El Aoura (un site d'une grande concentration commerciale), la Cité des anciens combattants et l'entrée nord de la ville en allant vers Constantine, en consacrant une enveloppe financière de 4,5 milliards de centimes. D'après cheikh Bouzid, « le taux de chômage à Aïn Fakroun est des plus bas par rapport aux autres communes d'Oum El Bouaghi ».

Sans donner un chiffre exact, il justifie cette tendance à la baisse par les effets de l'activité de l'import et la solidarité des gens de Aïn Fakroun. Pour le maire, le nombre des habitants de Aïn Fakroun avoisinerait les 70 000 âmes. « Le dernier recensement (1998) a estimé la population de la commune à 47 315 habitants, mais ce chiffre est contestable car la situation sécuritaire de l'époque a déréglé la fiabilité du recensement d'autant plus que le taux de natalité est élevé », a-t-il jugé. En outre, notre interlocuteur a avoué que les ressources de la commune ont augmenté à hauteur de 50% par rapport à l'année dernière, compte tenu de la réglementation du commerce extérieur engagée par l'Etat, « la cagnotte fiscale de la commune a augmenté puisque la fraude a connu un recul depuis que l'Etat a procédé au nettoyage de ce secteur. Aïn Fakroun dispose également d'un marché hebdomadaire (loué contre 9,5 millions de DA pour l'exercice 2006) et un abattoir (2,3 millions de DA) pour la même période », a-t-il indiqué. La crise de logement n'a pas épargné, par ailleurs, la ville de Aïn Fakroun. Contre 3600 demandes de logements sociaux, 220 seulement ont été satisfaites en juillet dernier. Une centaine d'unités distribuées a bénéficié aux

habitants du quartier « El Hirèche », recasés suite à l'éradication de leurs constructions illicites. Le bidonville d'El Hirèche compte 400 familles. Les habitants des autres bidonvilles : Bouaâfia au nord de Aïn Fakroun et Kaf Echehara à l'ouest, au nombre de 120 familles, attendent encore leur recasement. 200 logements sont en cours de réalisation. Le déficit s'élève donc à plus de 3000 unités. S'agissant du problème du foncier, Aïn Fakroun n'est pas en reste des grandes agglomérations du pays. « Nous n'avons pas osé s'élargir, le centre urbain est saturé et la périphérie de la commune se compose de terres agricoles et autres propriétés privées. Pis encore, la commune ne dispose pas de moyens financiers pour payer les expropriations. On a du mal à trouver des terrains constructibles. »

En tout état de cause, nous sommes en train de réviser le plan directeur d'urbanisme, et ce pour déterminer exactement l'assiette foncière de la commune » a-t-il déploré. L'habitat rural est aussi à la traîne. La commune a bénéficié d'un quota de 120 habitations dans le cadre du plan quinquennal. Le déficit est encore flagrant. 300 demandeurs, selon le maire, attendent leur tour. Parmi eux, 200 résident au centre urbain. « L'exode rural qui a suivi la dégradation de la situation sécuritaire dans les années 90 a aggravé la crise. »

Aujourd'hui, ces gens veulent regagner la campagne, mais notre priorité est de satisfaire la demande de ceux qui n'ont pas quitté leurs demeures. Nous devons améliorer leur cadre de vie » a-t-il insisté. A propos des troupeaux de bétail qui font partie du paysage quotidien du centre urbain, cheikh

Bouzid soutient que ce problème nécessite la volonté de toutes les autorités et non pas seulement la mairie, « nous avons procédé déjà à l'interdiction de l'élevage du bétail dans la ville, nous saisissons toutes les bêtes errantes et nous avons même intenté des actions en justice à l'encontre de certains maquignons, mais ça n'a rien donné » a-t-il affirmé.

Un importateur pour 500 habitants

Il convient de noter que les chiffres officiels en matière de commerce extérieur et des recettes fiscales sont dérisoires par rapport à l'activité réelle. En 2005, la recette fiscale de la circonscription de Aïn Fakroun était de l'ordre de 105 millions de DA, soit 5,6% des recettes de la wilaya d'Oum El Bouaghi. Un taux insignifiant si l'on prend en considération le nombre d'importateurs actant à Aïn Fakroun qui, selon les chiffres de la direction du commerce, avoisine les 60% des 1003 importateurs domiciliés à O.E.B. L'argument donné par le directeur des impôts à O.E.B est éloquent.

« C'est le coût modique des habits camelotes importés par les commerçants de Aïn Fakroun qui justifie cet apport minime » a-t-il justifié. Mais, le rang de la wilaya, qui occupe l'avant dernière position en matière de civisme fiscal contredit à bien des égards, cette thèse.

Depuis la promulgation de la loi de novembre 2005, réglementant l'activité de l'import et l'adoption du fameux article 13 qui stipule la révision à la hausse du capital social des sociétés d'import fixant la barre minimale à 2 milliards de centimes, le nombre d'importateurs a dû fléchir d'une façon vertigineuse. A l'expiration de la date-

tateurs algériens à régulariser leurs situation en décembre 2006, 12 importateurs, seulement, domiciliés à O.E.B ont répondu à l'appel. Le nombre a augmenté progressivement. En janvier 2006, il était de 19. En octobre, et selon les statistiques du Centre national du registre du commerce le nombre d'importateurs domiciliés à O.E.B a atteint 136 dont 68 modifications du capital social et 68 nouvelles inscriptions. 75% sont domiciliés à Aïn Fakroun soit 102 importateurs. L'apport de cette circonscription à la fiscalité de la wilaya a augmenté proportionnellement.

En octobre 2006, le recouvrement a avoisiné les 196 millions de DA, soit 9,6% de la cagnotte fiscale. Malgré les efforts consentis par l'Etat dans la perspective de combler le vide juridique qui facilitait la fraude, les mécanismes de contrôle, d'application de ces lois et les moyens nécessaires à ces actions font défaut.

Selon un cadre à la Direction du commerce, le retard accusé dans la circulation de l'information et notamment depuis les postes frontaliers et le manque de coordination entre les organismes chargés de la gestion de l'activité commerciale dans les différentes wilayas entravent le travail des brigades mixtes constituées des agents de la Direction du commerce, les Impôts et la douane, chargées au niveau local des opérations de contrôle.

« Les fiches statistiques, délivrées au niveau des postes frontaliers récapitulant l'ensemble d'articles importés, enregistrent parfois des retards de 3 mois. Une durée suffisante pour l'écoulement de la marchandise quelle que soit sa nature » fait observer notre interlocuteur. Quant aux immatriculations étrangères à la daïra de Aïn Fakroun sur l'étiquetage de certains lots de marchandises aperçus dans les magasins de cette ville, un cadre de la DCP révèle que « certains importateurs louent des registres du commerce domiciliés dans d'autres wilayas. »

Ce qui complique davantage le travail des brigades mixtes sur le terrain, dans la mesure où ces importateurs n'ont pas d'adresse à Aïn Fakroun et, de surcroît, nous ne pouvons pas agir à leur encontre par le biais des fiches statistiques en notre possession, émises des postes-frontalières ».